

KAMIL JANACEK<sup>1</sup>

# STABILISATION ET RESTRUCTURATION EN REPUBLIQUE TCHEQUE

**RÉSUMÉ** En 1991, la Tchécoslovaquie a engagé un processus de réformes en profondeur de son économie, par une libéralisation des prix, des importations et des exportations, la privatisation des entreprises, mesures accompagnées d'un programme de stabilisation macro-économique. La dévaluation, l'introduction d'une convertibilité partielle et la stabilité à long terme du taux de change qui s'en est suivie, ont créé un environnement favorable tant à la stabilité macro-économique qu'à la restructuration au niveau micro-économique.

La transition vers l'économie de marché a été rendue plus complexe du fait de l'éclatement de la fédération en janvier 1993 et de la scission monétaire opérée en février 1993. La récession due à la transition a été aggravée par les conséquences économiques de ce bouleversement politique. Cependant, même avec ce retard, la transition s'est poursuivie en 1993 en République tchèque et 1994 marque un tournant vers une reprise économique.

Ce redressement présente des caractéristiques particulières dues aux changements systémiques et structurels en cours au niveau micro-économique (privatisation et restructuration ds entreprises). Ceux-ci ne

sont pas achevés et se poursuivront en 1995 et 1996. Cette interférence des transformations systémiques a un peu ralenti le rythme de la reprise, mais du fait des effets positifs de la restructuration, cette reprise devrait être durable. Elle devrait aussi permettre le rattrapage des pays avancés.

Les données sur la croissance du PIB et de la productivité attestent des effets positifs de la restructuration micro-économique. L'observation empirique dément la thèse selon laquelle la restructuration serait lente – voire absente –, argument avancé par certains économistes tchèques ou étrangers. Au cours de ces années, près de 40 % de la population active employée a connu le chômage de courte durée. Mais le fait qu'ils aient retrouvé un emploi prouve la flexibilité élevée du marché du travail et montre aussi que la restructuration s'accompagne de mutations importantes dans la demande d'emploi. Celles-ci ont été visibles dans l'ensemble des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Cet article explique quels sont les principaux facteurs qui, au cours de ces cinq dernières années, ont permis d'atteindre un faible niveau de chômage : les privatisations et la croissance rapide du secteur privé ; l'essor des services ; les coûts

1. Kamil Janacek est *Chief Economist* de la Komerční banka, Prague. La traduction de ce texte a été assurée par Catherine Thiveaud.

unitaires du travail faibles ; la baisse de la part de la population active ; l'économie parallèle et les emplois transfrontaliers ; les politiques actives de l'emploi ; la législation sur l'indemnisation du chômage ; la flexibilité du marché de l'emploi ; la libéralisation complète de l'économie ; la reprise.

Une analyse approfondie de l'état actuel de l'économie tchèque ainsi que du marché de l'emploi conduit à conclure que même si le chômage croît à moyen terme, il n'atteindra pas les niveaux généralement observés dans les pays de l'Union européenne.

Quand la transition du système planifié vers le marché s'est engagée, l'économie tchèque (alors tchécoslovaque) se différençait déjà sur plusieurs points des autres pays en transition d'Europe centrale. La Tchécoslovaquie partait en effet avec certains atouts. Elle héritait d'une longue tradition de politique monétaire restrictive. Dans l'environnement hyper-inflationniste de l'Europe centrale des années vingt, la Tchécoslovaquie était déjà un îlot de stabilité monétaire, tradition qu'elle est parvenue à conserver pendant les décennies de planification centralisée. L'Etat et les entreprises respectaient une discipline financière relativement stricte, les budgets publics, de même que la balance des paiements étaient équilibrés.

Avant la transition, l'inflation, aussi bien ouverte que réprimée, était faible. Selon des analyses récentes, l'inflation globale ne dépassait pas 5 % par an dans les années quatre-vingt (Drabek & alii, 1994). Selon tous les critères internationaux, la dette extérieure était faible. La main-d'œuvre avait un bon niveau de formation et de qualification. L'écart de productivité par rapport aux économies occidentales était bien moindre que dans les autres économies en transition, ce qui, joint à une politique prudente en matière de salaires et de taux de change, a créé des conditions initiales relativement favorables à la compétitivité des exportations et au maintien de l'emploi.

En revanche, la Tchécoslovaquie partait aussi avec quelques handicaps. La planification centralisée s'étendait à la quasi-totalité de l'économie, le secteur privé était pratiquement inexistant. La quasi totalité des prix étaient fixés de manière centralisée et ce n'est que dans la seconde moitié des années quatre-vingt qu'étaient apparues quelques tentatives timides de libération des prix. Les dirigeants d'entreprises étaient également étroitement contrôlés par les organismes de planification d'Etat et n'avaient qu'un pouvoir de décision réduit. La majeure partie des exportations étaient destinées aux pays du CMEA (plus de 70 % dans la seconde moitié des années quatre-vingt) et en particulier à l'Union soviétique (presque 40 %). Une partie considérable de ces exportations n'était d'ailleurs pas exportable vers les marchés occidentaux.

C'est en 1991 que la transition a véritablement commencé, avec la libéralisation radicale des prix, la libéralisation complète du commerce extérieur, un vaste mouvement de privatisation et une politique constante de stabilisation macro-économique. La dévaluation de la monnaie et l'introduction d'une convertibilité partielle, la stabilité du taux de change qui a suivi, ont créé des conditions propices à la fois à la stabilité macro-économique et aux restructurations micro-économiques. En outre, dès janvier 1990, la transformation du système de monobanque, typique des économies planifiées centralisées, en un système bancaire à deux niveaux, a rapidement permis la création de banques commerciales privées.

En janvier 1993, ce processus de transformation systémique s'est vu compliqué par la partition de la fédération tchécoslovaque (la RFTS<sup>2</sup>) et par la séparation des monnaies en février de la même année. Les effets négatifs de cette scission sur l'économie ont ralenti la transition (le choc de désintégration, voir Janackova, 1994). Celle-ci a repris son cours avec quelque retard en 1993 et 1994 a marqué le début de la reprise économique en République tchèque.

## La reprise économique en République tchèque après la transition

L'année 1994 a été pour l'économie tchèque celle de la reprise (TABLEAU 1). Le taux de croissance du PIB a atteint 3 %, celui de la production industrielle 2,5 % ; dans la construction il a même été de 6,5 %. Plus important encore, la productivité a elle aussi commencé à augmenter : la productivité du travail a crû de 7 % dans l'industrie et de 4,5 % dans la construction.

TABLEAU 1

	Indicateurs macro-économiques de la République tchèque				
	Taux de croissance, en %				
	1991	1992	1993	1994*	1995**
PIB (prix constants)	-14,2	-6,4	-0,5	3	4-5
Production industrielle (prix constants)	-22,8	-11,7	-5,3	2,5	3,5
Production de la construction (prix constants)	-32,4	19,9	-7,5	6,5	6,5
Ventes au détail (prix constants)	-30,2	9,3	-2,1	5	5
Exportations (à l'exception de la Slovaquie)	-13,5	6,2	20	11-13	8-10
Importations (à l'exception de la Slovaquie)	-27,5	40,5	2,7	15-17	12-14
Indice des prix à la consommation	56,6	11,1	20,8	10	9-9,5
Salaire nominal moyen	16,4	22,5	25	15-16	14-15
Salaire réel moyen	-24	10,1	3,5	5-6	4-5,5
Chômage (%) (au 31.12)	4,1	2,6	3,5	3,2	3,6-4
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,1	-0,2	0,1	0,9	0
Réserves en devises, en milliards US\$ (au 31.12)	-	3,6	6,2	8,9	11

\* Données provisoires. \*\* Prévisions.

Source : Office statistique de la République tchèque.

2. République Fédérative Tchèque et Slovaque ou Tchécoslovaquie, devenue après la partition la République tchèque et la Slovaquie.

La croissance du PIB en 1994 a été tirée principalement par la consommation privée (qui a augmenté d'environ 7 %), par les exportations et par les investissements (l'investissement en capital fixe a augmenté de 6 %). La structure du PIB a changé : le poids de l'agriculture et du secteur minier a diminué tandis celui de l'industrie manufacturière a augmenté ; de même, le poids de la construction et des services a continué de s'accroître. Le secteur privé (les entreprises privées ou majoritairement privées) joue à présent un rôle prépondérant puisqu'il contribue à 68 % du PIB à la fin de l'année 1994.

La croissance se poursuivra en 1995. La consommation privée devrait en être le principal moteur. Les effets de la demande d'investissement sur la croissance devraient encore se renforcer ; les exportations soutiendront également cette expansion. L'augmentation des dépenses d'investissement public se fera sentir, mais globalement, les dépenses publiques (de l'Etat) ne joueront pas un rôle d'accélérateur. L'Etat maintient en effet une politique qui consiste à ne pas injecter d'argent dans l'économie. La reprise de l'économie tchèque tient donc essentiellement aux forces du marché : la croissance de la demande extérieure et intérieure, les restructurations micro-économiques et l'amélioration de la productivité.

La reprise économique en République tchèque s'opère dans un contexte marqué par les changements systémiques et structurels qui ont lieu au niveau micro-économique : la privatisation et la restructuration des entreprises. Ces changements vont se poursuivre pendant plusieurs années ; ils ont sans doute retardé la reprise économique mais ils devraient permettre à celle-ci de se consolider sur une base stable, grâce à une capacité d'adaptation accrue des entreprises. Cette relance durable représente aussi le début d'un processus de rattrapage des économies avancées. Ce rattrapage trouvera ses ressorts dans la croissance soutenue de la productivité, dans une meilleure utilisation du capital humain et enfin, et ce n'est pas le moins important, dans l'aspiration de la population à atteindre le niveau de vie des pays voisins de la Communauté européenne.

En 1994 l'inflation a diminué de moitié par rapport à 1993 et a atteint 10 %. On peut s'attendre à une légère diminution en 1995, le taux d'inflation pourrait descendre jusqu'à 9 ou 9,5 %. Ultérieurement, il pourrait encore baisser d'un ou deux points, mais on ne peut plus escompter une diminution rapide ; il faudra donc plusieurs années pour parvenir au niveau d'inflation des pays occidentaux, ceci pour plusieurs raisons.

Les politiques anti-inflationnistes du gouvernement (équilibre du budget de l'Etat) et de la Banque nationale tchèque (politique relativement stricte de contrôle de la masse monétaire) ne peuvent avoir qu'un effet limité dans les conditions actuelles où la croissance de la demande et du PIB est relativement rapide, mais se heurte à des rigidités et à des goulets d'étranglement.

Les anticipations inflationnistes des agents économiques tchèques (entreprises et ménages) sont nettement plus faibles que dans les autres pays d'Europe centrale engagés dans le même processus de transition, mais plus fortes que dans les pays de la Communauté européenne. Il faudra un certain temps pour que ces anticipations s'ajustent à la baisse et que cela ait des effets sur les politiques de prix et les négociations salariales.

Une partie substantielle de l'inflation en Tchéquie est "autonome". Autrement dit, elle n'est pas causée par une demande trop élevée (ou un excès de monnaie

dans l'économie). Elle tient à des changements de prix relatifs qui continueront à être rapides tant que ceux-ci n'auront pas rejoint les niveaux internationaux. Le dérèglement des prix, qui restent encore fixés de manière centralisée, contribuera également à maintenir un niveau élevé d'inflation. Le taux d'inflation peut ainsi être considéré comme un des coûts du processus d'adaptation.

## L'afflux de capitaux et la politique monétaire

En 1995 comme en 1994, deux phénomènes étroitement liés dominent la politique monétaire : l'afflux de capitaux étrangers et l'accroissement de la masse monétaire (mesurée par M2).

TABLEAU 2

### Evolution du compte courant, du compte de capital\* et de la masse monétaire

	1992	1993	1994**	1995***
Compte courant (en milliards US\$)	0,1	0,3	0,7	0,0
Compte de capital (en milliards US\$)	0,0	2,6	3,0	3,3
Masse monétaire (M2, croissance en %) )	20,4	19,7	18,7	14-17

\* En monnaies convertibles

\*\* Provisoire

\*\*\* Estimation de la Banque nationale tchèque

Les capitaux étrangers ont été la principale source d'accroissement de la masse monétaire en 1994 : les crédits des banques commerciales ont augmenté de 12,7 % tandis que la masse monétaire globale s'est accrue de 18,7 %. La Banque nationale tchèque a tenté de réguler la croissance de la masse monétaire en émettant des bons du trésor ainsi qu'en augmentant les taux d'escompte et le taux lombard. Malgré ces mesures, la masse monétaire a dépassé en 1994 l'objectif fixé par la banque centrale au début de l'année (TABLEAU 2). En 1995, le problème de la stérilisation des afflux de capitaux demeure important.

Les problèmes posés par l'afflux de capitaux étrangers se situent à différents niveaux. Pour les analyser il faut prendre en compte la nature de ces capitaux, distinguer différents horizons temporels et les effets macro et micro-économiques de cet afflux.

Incontestablement, l'économie tchèque a besoin pour se restructurer de plus de capitaux que ne peut lui en assurer l'épargne nationale ou le stock de capital existant. Mais, au niveau micro-économique, il peut y avoir une incapacité – à court terme – à utiliser de manière efficace ces apports extérieurs. Au niveau macro-économique, se pose alors la question des conséquences de cet afflux sur la politique monétaire et sur la lutte contre l'inflation.

Les flux de capitaux étrangers se composent de trois grandes catégories : les investissements étrangers directs, les prêts étrangers à des entreprises et des

banques tchèques, et les investissements de portefeuille. Les investissements étrangers directs relèvent de décisions stratégiques des firmes étrangères. La bonne réputation de la République tchèque (*rating* favorable), qui en fait un lieu de placement sûr pour les capitaux étrangers, est un élément décisif dans la définition de ces stratégies. Cette réputation joue également un rôle important, au moins autant que les taux d'intérêt nominaux (comparativement) élevés, dans l'octroi de crédits à moyen et à long terme par des institutions financières étrangères aux entreprises tchèques. L'afflux des investissements de portefeuille s'explique principalement par le niveau des taux d'intérêt, le bas prix des titres et (ces derniers mois) par la perspective d'une réévaluation de la couronne tchèque. Tout ceci dans le contexte favorable que créent la stabilité du taux de change et la libéralisation des entrées de capitaux.

Les facteurs qui expliquent l'attrait de l'économie tchèque pour les investisseurs étrangers resteront valables en 1995. La confiance dans l'économie tchèque, que l'on peut mesurer à son classement par les agences internationales de *rating* (Moody's, Standard & Poor etc.) devrait se renforcer. La mise sur le marché des titres issus de la seconde vague de privatisations devrait entraîner un nouvel afflux de capitaux extérieurs. Le niveau des taux d'intérêt dans l'économie tchèque demeurera attractif surtout pour les dépôts à court terme. De même, les anticipations d'une réévaluation peuvent encore jouer quelque temps même si la position de la Banque nationale tchèque et du gouvernement rend cette perspective peu probable.

Les mesures prises jusqu'ici par la banque centrale pour faire face à l'afflux de capital étranger (relèvement des réserves obligatoires, relèvement du taux d'escompte et du taux lombard, stérilisation par émission de bons du trésor) ne constituent pas une solution à long terme et ont en outre des effets secondaires négatifs:

Tout d'abord, ces mesures destinées à freiner l'augmentation de la masse monétaire ont mis fin à la baisse des taux d'intérêt qui avait caractérisé la première moitié de l'année 1994. Au dernier trimestre de 1994, le niveau des taux d'intérêt a remonté, suite à l'augmentation des coûts auxquels ont été confrontées les banques commerciales. La banque centrale se trouve donc prise dans un piège bien connu: le niveau élevé des réserves obligatoires (plus l'augmentation des taux d'escompte et du lombard) maintient des taux d'intérêt élevés. Ainsi le différentiel de taux d'intérêt entre les économies de marché et la République tchèque non seulement persiste mais s'accroît, rendant cette dernière encore plus attractive pour les capitaux étrangers. Le but initial, qui était de prévenir une augmentation de la masse monétaire, n'est pas atteint et le résultat obtenu est inverse. En outre, cette politique a un autre effet, probablement involontaire: la banque centrale régule la masse monétaire d'une manière qui, en réalité, favorise les acteurs étrangers au détriment des agents économiques nationaux. En limitant l'offre de crédit des banques nationales, non seulement on augmente leurs coûts, mais on diminue encore leur capacité à proposer du crédit aux petites et moyennes entreprises tchèques qui n'ont pratiquement aucune chance d'en recevoir de l'étranger.

Dans la situation actuelle de l'économie tchèque, la réévaluation de la monnaie (ou l'élargissement des marges de fluctuation), bien que souvent recommandée, n'est pas une solution. Actuellement, elle nuirait sérieusement à la capacité d'exportation et aurait un effet extrêmement négatif sur la croissance

économique ; l'abaissement du coût des importations soumettrait de nombreux producteurs tchèques à des pressions concurrentielles auxquelles ils ne pourraient sans doute pas résister.

Cette situation requiert un ensemble de mesures coordonnées. L'une d'entre elles consisterait à libéraliser les sorties de capitaux ce qui ralentirait l'augmentation de la masse monétaire. Une autre possibilité consisterait à appliquer à certaines catégories d'entrées de capitaux des mesures réglementaires compatibles avec le marché, par exemple une taxe ou des dépôts obligatoires.

Par ailleurs, il n'est pas sûr que les objectifs de croissance de la masse monétaire établis par la banque centrale pour 1994 et 1995 n'aient pas été trop prudents. Rien ne prouve pour l'instant que l'accroissement plus rapide que prévu de la masse monétaire ait eu des effets inflationnistes. En fixant l'objectif de croissance M2, il semble que l'on ait sous-estimé certains facteurs qui diminuent la vitesse de circulation de la monnaie (plus que ne le suppose la Banque nationale tchèque). Comme le montrent les statistiques ainsi que les données du bureau de la Sécurité sociale tchèque, le nombre d'entrepreneurs dans l'économie s'accroît rapidement. Les dettes inter-entreprises diminuent et la transformation de cette forme particulière de liquidités en crédits commerciaux classiques ou en crédits bancaire induit une demande additionnelle de monnaie. Très probablement aussi, l'afflux même de capitaux étrangers diminue la vitesse de circulation de la monnaie.

Enfin, les récents débats entre économistes semblent indiquer qu'il n'est plus très justifié, dans les conditions économiques des années quatre-vingt-dix, de lier la politique monétaire à une cible intermédiaire unique (que ce soit M3 pour la Bundesbank, M2 pour la Banque nationale tchèque ou une base monétaire dans le cas de la Banque nationale suisse). L'expérience étrangère incite à ne pas surestimer la valeur d'un indicateur isolé, mais suggère plutôt de suivre un ensemble d'indicateurs multiples qui reflètent la spécificité de l'économie à un moment donné.

## **L** La restructuration micro-économique

Après la chute brutale de la production industrielle et du bâtiment en 1991, leur stagnation ou leur faible croissance en 1992 et 1993, les chiffres pour 1994 marquent une reprise qui reflète à la fois l'évolution de la demande intérieure (associée à une demande étrangère soutenue), et les effets positifs de la restructuration micro-économique. Celle-ci est bien réelle contrairement aux assertions de certains économistes tchèques et étrangers selon lesquelles la restructuration est lente ou pratiquement inexistante. Les faits en témoignent. Près de 40 % des salariés ont connu de courtes périodes de chômage ces dernières années, ce qui prouve la flexibilité du marché du travail (ils ont trouvé un nouvel emploi), et indique surtout que de profonds changements ont eu lieu dans la demande de travail, à la suite des restructurations (sans parler des changements majeurs qui sont survenus dans la répartition de l'emploi entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire).

Des études de cas ont mis en évidence les effets positifs des restructurations liés à la privatisation (Zemplerova & Lastovicka, 1994). L'organisation interne des

entreprises se modifie, le contrôle de la qualité de la production ainsi que le marketing s'améliorent, la productivité augmente, les profits et les exportations s'accroissent. En d'autres termes, il est erroné de juger, dans une économie en transition, la portée de la restructuration micro-économique uniquement au nombre de faillites.

En République tchèque, comme dans les autres économies en transition, les retards de paiements entre entreprises, ou les crédits forcés inter-entreprises, ont posé des problèmes particuliers à la restructuration micro-économique dans la mesure où cela a créé dans les entreprises une accumulation d'endettement primaire et secondaire. A l'origine de ce phénomène, l'incapacité des entreprises à s'adapter à la chute de la demande et à la hausse des prix. Ceci s'est accompagné de la disparition des disciplines financières et a été favorisé par des incitations de fait à différer les remboursements : au début de la transition il n'y avait pas de loi sur les faillites et les crédits inter-entreprises étaient pratiquement gratuits. Les arriérés de paiements entre entreprises, après avoir connu une augmentation modérée au deuxième semestre de 1990, se sont considérablement accrus en 1991 : sur un an, ils sont passés de 50 à 170 milliards de couronnes, atteignant ainsi 25 % du total des crédits bancaires aux entreprises soit 18 % du PIB de la Tchécoslovaquie. En 1991, le gouvernement tchécoslovaque a pris des mesures pour résoudre le problème de l'insolvabilité des entreprises : en mars, les crédits à court terme pour le financement des stocks ont été transférés à une institution spéciale, la Banque de consolidation, et leur remboursement a été rééchelonné sur huit ans ; les banques ont été recapitalisées à hauteur de 50 milliards de couronnes pour leur permettre d'annuler leurs créances non recouvrables. Les arriérés de paiements inter-entreprises ont cessé d'augmenter en 1992 et ont commencé à se réduire légèrement en fin d'année (où ils sont estimés à 158 milliards de couronnes dans l'ensemble de l'économie tchécoslovaque).

Bien que les données correspondantes manquent pour juger précisément de l'évolution en 1993 et 1994, les experts estiment que leur montant a continué à baisser depuis la fin de 1992 et particulièrement en 1994 (les estimations se situent autour de 100 à 150 milliards de couronnes en république tchèque). Les banques tchèques font état d'une amélioration de la discipline financière des entreprises. Les crédits bancaires, les crédits commerciaux et le recours au marché des capitaux se substituent de plus en plus à l'endettement inter-entreprise.

## La faiblesse du chômage

Le très faible taux de chômage qui caractérise l'économie tchèque par rapport aux autres pays d'Europe centrale en transition – pour ne rien dire de la plupart des pays de la Communauté européenne – suscite beaucoup de questions. En guise de réponse on peut relever les facteurs suivants qui ont contribué, ces cinq dernières années, à cette situation singulière du marché du travail en République tchèque.

La privatisation et la croissance rapide du secteur privé expliquent cette bonne tenue de l'emploi. En 1989, la part du secteur non étatique dans le PIB était extrêmement faible, de l'ordre de 6 %, et le secteur privé au sens strict ne repré-

sentait que 1 ou 2 % du PIB. L'économie tchécoslovaque était la plus largement socialisée de tous les pays d'Europe centrale et orientale (seule la Bulgarie avait un secteur privé aussi insignifiant). Depuis 1990, le secteur privé a connu une croissance explosive comme en témoigne la part qu'il a rapidement acquise dans l'emploi : 17,6 % en 1991, 30,1 % en 1992, 45,5 % en 1993 et approximativement 55 % fin 1994. Le secteur privé a agi, et agit encore, comme une éponge qui absorbe les travailleurs venant des entreprises d'Etat, des secteurs public et coopératif. Les petites et moyennes entreprises du nouveau secteur privé, ont offert, en particulier, un nombre considérable d'emplois. La plupart d'entre elles sont de nouvelles entreprises qui émergent d'initiatives "à la base". Les dernières statistiques font état de 530 000 petites entreprises privées (jusqu'à 5 employés) qui emploient à peu près 20 % de la main-d'œuvre totale.

De plus, le secteur des services s'est développé. Pendant la période d'économie planifiée, le secteur des services a été artificiellement limité et largement sous-développé par rapport à ce qu'il est dans les économies de marché. Aussi la transition a-t-elle entraîné un développement très rapide de toutes les activités de services (tableau 3). En trois ans, la part du secteur tertiaire dans l'emploi a augmenté de six points ; aucun pays d'Europe depuis la Guerre n'a connu un rythme aussi rapide.

TABLEAU 5

Emploi par secteur dans la République tchèque				
	En %			
	1990	1991	1992	1993
Secteur primaire	11,8	10,1	8,7	6,7
Secteur secondaire	45,3	46,5	44,7	44,5
Secteur tertiaire	42,9	43,4	46,6	48,8

Source : Office statistique de la République tchèque

Le coût du travail est relativement faible. Selon les estimations de Planecon, le coût unitaire de travail en République tchèque est 15 % plus bas qu'en Hongrie. Il représente entre 20 et 35 % du coût pratiqué, pour un travail équivalent, dans les pays de l'Union européenne. Ce bas coût du travail joue, on le sait, un rôle d'amortisseur dans la transition : il est un atout pour la compétitivité des exportations ; en même temps, il freine la substitution du capital au travail ce qui est favorable à l'emploi.

Le taux d'activité des femmes, extrêmement élevé avant la transition, a chuté ; en outre, la proportion de personnes actives après avoir dépassé l'âge de la retraite, qui était aussi très élevé, a diminué de moitié. Ces évolutions ont conduit à une diminution de 12 % de la population active, ce qui a allégé les pressions sur le marché de l'emploi. Le taux d'activité en République tchèque se rapproche désormais de la situation qui prévaut dans les économies d'Europe occidentale.

Souvent cités comme une des explications, l'économie parallèle et le travail transfrontalier existent mais leur importance est généralement exagérée. D'après les estimations, il y a environ 200 à 240 000 personnes qui travaillent au noir, soit 4 à 4,5 % de la population active. Il n'y a guère plus de 45 000 citoyens tchèques qui ont un emploi transfrontalier (moins de 1 % de la force de travail), et ce chiffre est en diminution en raison du renforcement des réglementations dans les pays de la Communauté depuis 1994. L'économie parallèle et le travail transfrontalier ont contribué à l'amélioration du marché du travail en 1992-1993, mais leur rôle va en diminuant.

Depuis le début de la transition, la République tchèque a mené une politique active de l'emploi en développant les institutions et les politiques nécessaires au fonctionnement du marché du travail. Un réseau de bureaux de main-d'œuvre a été créé en 1990 et un cadre juridique pour les allocations de chômage et les politiques actives de l'emploi a été établi. Les économistes tchèques ont en effet retenu des expériences occidentales que les politiques actives sont beaucoup plus efficaces que les allocations chômage ou les autres formes d'indemnisation. Les moyens consacrés aux mesures actives atteignent 40 à 50 % du total des dépenses engagées pour l'emploi. Ces mesures incluent le soutien à la création de nouveaux emplois, des programmes de travaux publics, des programmes de recyclage et le soutien aux entreprises employant de jeunes diplômés. La durée moyenne du chômage est, de ce fait, relativement courte (quatre à cinq mois entre 1991 et 1994).

La République tchèque a cherché à éviter certains pièges de l'Etat providence. Depuis 1992, les conditions d'indemnisation, considérées comme laxistes, ont été modifiées dans un sens plus restrictif. La durée de l'allocation chômage a été réduite à six mois ; durant les trois premiers mois, l'indemnité est fixée à 60 % de l'ancien salaire net, durant les trois mois suivants à 50 %. Dans le cas d'un recyclage, elle atteint 70 % du salaire pendant toute la durée de la formation. Ces conditions incitent les chômeurs à rechercher activement un nouvel emploi. Plus de 70 % des chômeurs retrouvent un emploi sans passer par un bureau de main-d'œuvre.

Le gouvernement a cherché à éviter l'"eurosclérose" bien connue dès qu'il est question du marché du travail. Il a résisté à la pression des syndicats qui voulaient fixer le salaire minimum à un niveau élevé ; l'expérience européenne montre qu'un salaire minimum élevé a des conséquences néfastes sur l'emploi, en particulier sur l'emploi des jeunes travailleurs. Une certaine forme de régulation des salaires a été mise en œuvre afin de contenir les exigences syndicales dans des limites raisonnables. Des amendements au Code du travail ont également augmenté la flexibilité du marché du travail. Les études de l'OCDE et de la Commission européenne soulignent en général que la déréglementation du marché du travail aide à réduire le chômage. Mais la déréglementation même augmente surtout le nombre d'emplois à salaire faible (rapport Mc Kinsey, 1994). Si, cependant, cette déréglementation s'accompagne d'une large libéralisation de l'économie, elle engendre une offre accrue d'emplois qualifiés. Dans le cas de la République tchèque, la demande de travail qualifié a effectivement augmenté.

Enfin, la relance n'est pas le moindre facteur de lutte contre le chômage. Elle entraîne une demande accrue de travail ; elle allège les effets négatifs des mesures de restructuration et de recherche de gains de productivité.

Ces différents facteurs explicatifs de la situation relativement satisfaisante de l'emploi dans l'économie tchèque ne sont pas indépendants les uns des autres. Ils se confortent mutuellement et agissent en synergie. Les analyses de la situation actuelle de l'économie et de l'état du marché du travail en République tchèque amènent à conclure que le chômage devrait augmenter légèrement à moyen terme, mais n'atteindra pas les niveaux qui caractérisent la plupart des pays de l'Union européenne.

K. J.

#### RÉFÉRENCES

- Dràbek Z., K. Janàcek & Z. Tuma (1994), "Inflation in Czechoslovakia, 1985-1991", *World Bank Research Paper* n° 1135, mai ; *Journal of Comparative Economics*, vol. 18.
- Janàcek K. (1993), "La politique monétaire pendant la transition de l'économie tchécoslovaque" (en tchèque), *Revue du Marché commun et de L'Union européenne*, n° 369, juin.
- Janàcek K. & S. Jan-ckov (1993), "Après la partition de la Tchécoslovaquie : les perspectives des nouveaux Etats", *Revue du Marché commun et de L'Union européenne*, n° 369, juin.
- Janàckov S. (1994), *Parting With The Common State And Currency*, Eastern European Economies.
- Klaus V. (1992), *Dismantling Socialism. A Preliminary Report*, Top Agency, Prague.
- Komercni banka (1995), "Czech Economy in 1995", *Economic Trends* n° 3, Prague, février.
- Mc Kinsey (1994), *Employment Performance*, Mc Kinsey Report, octobre.
- Zemplerov A. & R. Laötovicka (1994), "Pomohla privatizace podnikum ?" ("Was privatization helpful for enterprises ?"), *Ekonom* n° 52.

